

P REMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

1996 : PREMIER BILAN DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE

L'essoufflement de la reprise de l'activité économique, observé au cours de l'année 1995, s'est traduit par des résultats médiocres en matière d'emploi en 1996 : en un an, les effectifs occupés diminuent d'environ 60 000 (dont 10 000 salariés) et le nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 augmente, de façon symétrique, de près de 90 000.

Pourtant, certains indices semblent témoigner d'une amélioration relative en fin d'année : au quatrième trimestre 1996, les créations d'emplois reprennent et le chômage se stabilise en dépit de la baisse des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi.

Sur la période 1993-1996, la France, malgré une croissance plus lente, a créé un peu plus d'emplois salariés que la moyenne de ses partenaires de la Communauté Européenne; mais, dans un contexte démographique toujours dynamique, le taux de chômage s'y maintient à un niveau plus élevé : 12,4 % en moyenne en 1996 contre 10,9 % pour l'Europe des 15.

Après l'embellie de 1994-1995, un ralentissement de l'activité est intervenu au cours de l'été 1995 (1). Cependant, la reprise économique, qui s'amorce au second semestre de l'année 1996, se traduit par une fin d'année plus favorable que celle de 1995.

Ralentissement apparent de la croissance en 1996

En moyenne annuelle, le PIB marchand a cru seulement de 1,3 % en 1996, après 2,3 % en 1995 et 2,9 % en 1994. Le ralentissement apparaît moins nettement si l'on considère les évolutions trimestrielles, qui sont particulièrement accidentées au cours de l'année 1996 (graphique 1). Mais il se traduit néanmoins par des résultats de plus en plus médiocres en termes de

(1) - Voir V. André, D. Gélot, S. Lemerle, O. Marchand, B. Roguet : «De la mi-1994 à la mi-1995 : une embellie sur l'emploi», *Premières Synthèses*, n° 129, DARES, mars 1996.

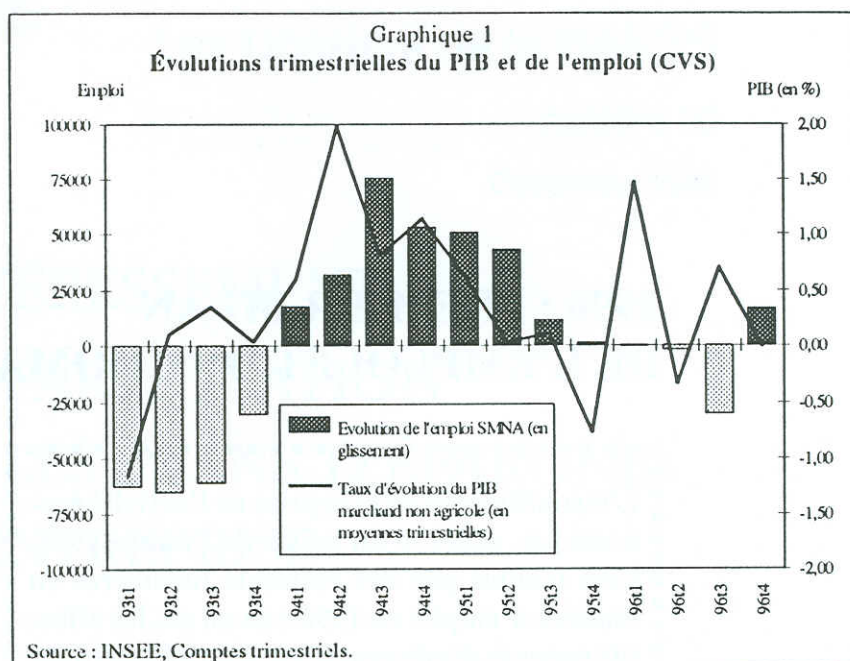


créations d'emplois, même si le contenu en emploi de la croissance s'est progressivement enrichi au cours des années 1990 (cf. encadré sur le lien croissance-emploi). L'économie française a ainsi enregistré près de 200 000 créations nettes d'emplois en 1994, 130 000 en 1995, mais 60 000 emplois environ ont été perdus en 1996, dont 50 000 emplois non salariés.

Le ralentissement apparent de la croissance du PIB en 1996 masque en fait un redémarrage en cours d'année : au premier semestre, les primes pour l'achat d'automobiles ont soutenu la consommation des ménages de façon plus forte que prévue, mais ceci n'a pas suffi à entraîner la production pour l'ensemble de l'économie (2). C'est seulement au second semestre, lorsque

les effets d'une demande étrangère dynamique et de taux de change plus favorables à la compétitivité des produits français se sont ajoutés à un niveau élevé de consommation, que la production a vraiment

redémarré : en glissement au second semestre 1996, le PIB retrouve un rythme de croissance supérieur à 2 % l'an, avec une reprise des créations d'emplois au 4^{ème} trimestre 1996.



(2) - Voir la note de conjoncture de l'INSEE de mars 1997.

Tableau 1
Évolution de l'emploi depuis 1994

	Variation en 1995 (en milliers)	Niveau fin 1995 (en milliers)	Variation en 1996 (en milliers)	Niveau fin 1996 (en milliers)	Variations (en %)			Variations semestrielles cvs (en %)			
					1994	1995	1996	95.1	95.2	96.1	96.2
Salariés	180	19 659	-9	19 650	1,3	0,9	0,0				
<i>Agriculture</i>	<i>6</i>	<i>276</i>	<i>0</i>	<i>276</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,3</i>	<i>0,0</i>				
<i>Industrie</i>	<i>-10</i>	<i>4 129</i>	<i>-74</i>	<i>4 055</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,8</i>
dont :											
- IAA	-2	524	-2	521	-0,8	-0,5	-0,4	-0,5	0,1	-0,6	0,2
- Biens de consommation	-12	777	-22	755	-1,7	-1,5	-2,8	-0,3	-1,2	-1,6	-1,2
- Automobile	4	290	-4	286	-2,3	1,3	-1,5	0,9	0,4	-1,0	-0,6
- Biens d'équipement	-3	802	-11	791	-0,6	-0,3	-1,4	0,3	-0,6	-0,6	-0,8
- Biens intermédiaires	6	1 480	-31	1 449	-0,2	0,4	-2,1	0,8	-0,4	-1,1	-1,0
- Energie	-2	257	-3	255	0,0	-0,9	-1,0	-0,5	-0,4	-0,6	-0,4
<i>Construction</i>	<i>-24</i>	<i>1 162</i>	<i>-58</i>	<i>1 105</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-5,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>-2,7</i>
<i>Tertiaire (1)</i>	<i>146</i>	<i>7 979</i>	<i>118</i>	<i>8 097</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>
dont :											
- Commerces	26	2 505	19	2 524	1,0	1,0	0,8	0,5	0,5	0,6	0,2
- Transports	17	908	10	918	0,6	1,9	1,1	0,9	1,0	0,8	0,3
- Activités financières	-1	670	-16	655	0,6	-0,1	-2,4	0,3	-0,3	-0,9	-1,5
- Activités immobilières	-4	299	-8	291	1,0	-1,5	-2,7	-1,0	-0,5	-0,5	-2,2
- Services aux entreprises	41	2 220	49	2 269	4,5	1,9	2,2	2,4	-0,5	1,5	0,8
- Services aux particuliers	66	1 376	65	1 441	3,4	5,1	4,7	1,7	3,1	1,7	2,8
<i>Tertiaire (2)</i>	<i>62</i>	<i>6 113</i>	<i>4</i>	<i>6 117</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>				
Non-salariés	-46	2 532	-50	2 482	-1,9	-1,8	-2,0				
EMPLOI TOTAL (3)	133	22 192	-59	22 133	0,9	0,6	-0,3				

(1) - Hors administration, éducation, santé et action sociale.

(2) - Administration, éducation, santé et action sociale. Les effectifs de l'industrie, de la construction et du tertiaire sont estimés en nouvelle nomenclature NAF à partir des statistiques UNEDIC et de l'enquête ACEMO du Ministère du travail et des affaires sociales.

(3) - Hors contingent. En incluant les effectifs du contingent, la baisse de l'emploi total est de l'ordre de - 80 000 au cours de l'année 1996.

Source : INSEE, MTAS-DARES, UNEDIC.

